

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

PROJET D'UTILISATION DES RESSOURCES DES COMPTES B CHEQUE SANTE

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° D13-349 du 2.9. SEPT. 2025
POUR LA SELECTION DES CABINETS POUR LA FORMATION DES
PRESTATAIRES EN SOINS OBSTETRICAUX ET NEONATAUX ESSENTIELS
D'URGENCE (SONEU) DANS LES REGIONS DE L'ADAMAOUA, DE L'EXTREME -
NORD ET DU NORD, DANS LE CADRE DU PROJET D'UTILISATION DES
RELIQUATS DES COMPTES B DU CHEQUE SANTE

1. CONTEXTE

Lancé en 2015 avec l'appui de l'AFD et de la KfW, le **Projet Chèque Santé** vise à améliorer l'accès et la qualité des soins obstétricaux et néonataux grâce à un mécanisme de subvention. Après une première mise en œuvre dans les trois régions du Septentrion, le dispositif est aujourd'hui financé par le Gouvernement du Cameroun et appuyé techniquement par la GIZ, dans le cadre de la **Phase I de la CSU**.

Malgré les efforts déployés, les indicateurs de santé maternelle et infantile restent préoccupants (mortalité maternelle de 406/100 000 naissances vivantes, néonatale de 28/1 000 – EDS 2018), soulignant la nécessité de renforcer les compétences pratiques des prestataires. L'audit indépendant réalisé en 2022 a confirmé la disponibilité de ressources résiduelles issues du financement antérieur, désormais mobilisées pour des priorités ciblées.

Dans ce cadre, le **MINSANTE** a retenu comme action prioritaire la **formation des prestataires de soins en SONUB/SONUC (Soins obstétricaux néonataux d'urgence de base et complets)** dans les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord. Cette activité sera coordonnée par la CTN-CSU en collaboration avec la DSF selon la répartition régionale suivante priorisant les FOSA accréditées par lors de l'extension intra district réalisée par l'AT GIZ.

Région	Nombre à former
Adamaoua	114
Extrême nord	166
Nord	120
TOTAL	400

Le présent Appel à Manifestations d'Intérêt s'adresse aux **ONG exerçant une activité sur le territoire camerounais et/ou bureau(x) d'études de droit camerounais** intéressés par la réalisation de cette mission.

2. OBJET DE LA MISSION

L'objectif général de cette mission est de renforcer les capacités d'au moins **400 personnels de santé de première ligne** (CSI, CMA, districts, et le cas échéant, au niveau régional) en **Soins Obstétricaux et Néonataux Essentiels de Base et d'Urgence (SONUB/SONEU)**, afin d'améliorer la qualité de la prise en charge, la détection précoce des complications et la référence appropriée dans les trois régions ciblées.

Objectifs spécifiques

À travers **2 sessions de formation par région**, à l'exception de la région de l'Extrême nord où trois sessions seront nécessaires, les participants devront être capables de :

- **Suivi de grossesse** : assurer des CPN/CPoN conformes aux standards, identifier les risques et référer si nécessaire.
- **Accouchement et complications** : conduire un accouchement normal, utiliser le partogramme, stabiliser les complications (hémorragie, éclampsie, dystocie, etc.), pratiquer l'AMIU, décider de la référence appropriée.
- **Prise en charge du nouveau-né** : réaliser une réanimation néonatale, dispenser des soins immédiats et kangourou, assurer le suivi des nouveau-nés à risque.
- **Soins post-avortement et post-partum** : dispenser des soins sécurisés, accompagner les femmes et détecter les complications.
- **Planification et suivi** : élaborer un plan opérationnel, mettre en place un suivi post-formation (supervision formative, documentation des cas référés).

3. DUREE ET ORGANISATION

La mission est prévue pour une durée de **03 mois**, incluant :

- Phase de cadrage institutionnel et parties prenantes ;
- Phase préparatoire ;
- Phase de formation dans 03 régions et;
- Phase de suivi post-formation et rapport final.

4. CRITERES DE PRESELECTION

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>.

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en Groupement. Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

- une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres, ou
- une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous-traitants.

Les références et qualifications des Sous-traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes et similaires.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

- De l'ampleur des marchés ;
- De la nature des Services (Renforcement des capacités) ;
- Du domaine et de l'expertise technique (Renforcement des capacités en soins de santé) ;
- Du contexte géographique (Cameroun et Afrique subsaharienne).

Les manifestations d'intérêt seront analysées sur la base des critères suivants :

Expérience générale : au moins **trois (03) missions** de conduite de programmes de santé publique y compris le renforcement des capacités financés par des bailleurs internationaux en Afrique Subsaharienne au cours des 10 dernières années.

Expérience spécifique :

- Au moins **trois (03) missions de renforcement des capacités en lien avec des projets financés par des bailleurs internationaux** au cours des dix (10) dernières années.
- Au moins **une (01) missions de renforcement des capacités dans le secteur santé publique / CSU / dispositifs comparables** en Afrique subsaharienne au cours des cinq (05) dernières années.

La présentation de ces expériences est mutuellement inclusive.

Capacité financière :

- Apporter la preuve d'une surface financière disponible d'au moins 150 000 000 (cent cinquante millions) de francs CFA ;
- Justifier d'un chiffre d'affaires moyen sur les cinq dernières années (2020-2024) d'au moins 250 000 000 (deux cent cinquante millions) de FCFA.

Capacité logistique : Implantation au Cameroun ou capacité logistique démontrée à intervenir dans les régions septentrionales dans le cadre du suivi post formation (zones à accès difficile).

L'équipe proposée par le consultant devra comprendre au minimum :

PROFIL	DIPLOME	EXPERIENCE REQUISE	COMPETENCES MINIMALES
Un Chef de mission / Coordinateur national	Minimum Doctorat/Phd en santé Publique ou disciplines connexes	15 ans d'expérience avérée dans la coordination de programmes de santé publique, y compris en renforcement des capacités, idéalement en santé maternelle et néonatale au niveau national ou multi-régions	Gestion de projets avec expérience multi-sites - Planification et suivi budgétaire - Coordination de plusieurs parties prenantes - Communication et reporting auprès des autorités sanitaires
Trois Formateurs experts en SONEU	Médecin gynécologue, IDE, Sage-Femmes / Maïeuticien(ne)diplômés	10 ans d'expérience dans la formation de personnels de première ligne (CSI, CMA), maîtrise des protocoles SONUB/SONEU et de la réanimation néonatale	- Maîtrise des protocoles obstétricaux et néonataux essentiels - Pédagogie adaptée aux adultes et aux personnels de terrain - Encadrement des travaux pratiques - Détection et prise en charge des complications intra partum - Mise en œuvre des mesures de stabilisation avant référence
Un Expert en supervision	Min. Bac+5 Gestion des projets/Science sociales	Expérience en supervision formative et évaluation de l'impact	- Conception et mise en œuvre de suivi post-formation

PROFIL	DIPLOME	EXPERIENCE REQUISE	COMPETENCES MINIMALES
formative et suivi post-formation		des formations en santé maternelle et néonatale	- Analyse de l'impact des compétences sur la qualité des soins - Rédaction de rapports clairs et exploitables

NB : Seuls les candidats répondant Oui à toutes les exigences seront présélectionnés et recevront le Dossier de Consultation.

5. DISPOSITIONS RELATIVES AUX GROUPEMENTS ET SOUS-TRAITANTS

la candidature doit inclure :

- L'accord de groupement signé, ou une lettre d'intention de constituer un groupement ;
- La désignation du mandataire, habilité à représenter le groupement.

Une entité ne peut être membre que d'un seul groupement.

Les références et qualifications des **sous-traitants** ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les candidats ne peuvent soumettre **qu'une seule candidature** en leur nom propre ou en groupement. Toute participation multiple entraînera l'élimination des candidatures concernées.

6. DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidats doivent fournir un dossier de candidature comprenant :

- Une **lettre de manifestation d'intérêt** signée et datée ;
- Une **déclaration d'intégrité** signée (modèle disponible en annexe du présent AAMI)
- Une attestation de conformité fiscale
- L'accord de groupement signé, ou une lettre d'intention de constituer un groupement ;
- La désignation du mandataire, habilité à représenter le groupement.
- Les éléments justificatifs de la qualification du candidat (expérience générale et spécifiques, constitution de l'équipe clé, capacités financière et logistique etc...)

7. DEPOT DES CANDIDATURES

Les Manifestations d'Intérêt rédigées en français ou en anglais doivent être déposées en trois (03) copies dont un (01) original et deux (02) copies marquées comme telles sous pli fermé au secrétariat du chef de Division des Etudes et des Projet au MINSANTE au plus tard le 28/10/25 à 15H. Le dossier de candidature comportera également une version numérique de l'offre dans une clé USB. Le pli fermé devra porter la mention :

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° MB-349 du 29/09/25 POUR LA SELECTION DES CABINETS POUR LA FORMATION DES PRESTATAIRES EN SOINS OBSTETRICAUX ET NEONATAUX ESSENTIELS D'URGENCE (SONEU) DANS LES REGIONS DE L'ADAMAOUA, DE L'EXTREME - NORD ET DU NORD, DANS LE CADRE DU PROJET D'UTILISATION DES RELIQUATS DES COMPTES B DU CHEQUE SANTE DES REGIONS SEPTENTRIONALES

<<A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement>>

Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous, de 09h00 à 17h00 les jours ouvrables

Téléphone : +237653231545 Courriel :

8. PUBLICATION DES RESULTATS

Le MINSANTE dressera une liste restreinte de six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis

Yaoundé, le 29 SEPT. 2025

LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

Copie

-MINSANTE (Pour information)

Ampliations :

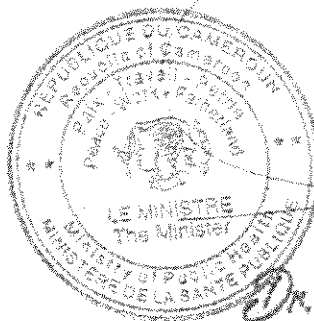
-SOPECAM (Pour publication)

-ARMP(Pour publication)

-DG Market (Pour publication)

-CHRONO

-AFFICHAGE



Dr. Mandoua Malachie

Annexe à la Manifestation d'Intérêt

(A fournir signée avec la candidature, sans modification du texte)

Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale

Intitulé de l'offre ou de la proposition (le "Marché")

A : (le "Maître d'Ouvrage")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"AFD") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maître d'Ouvrage. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation du Marché et de son exécution. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement, et nos sous-traitants. Selon qu'il s'agit d'un Marché de travaux, de fournitures, d'équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d'autres prestations de services, le Maître d'Ouvrage peut également être dénommé Client, Entrepreneur ou Acheteur.
2. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom¹, ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ne sommes dans l'un des cas suivants :
 - 2.1 Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
 - 2.2 Avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une sanction administrative définitive, d'une condamnation définitive prononcée par une autorité compétente, ou de toute autre résolution hors procès² ayant notamment un effet extinctif de l'action publique, soit (i) dans le pays dans lequel nous sommes établis, (ii) dans le pays de réalisation du Marché, (iii) dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD, (iv) prononcée par une institution de l'Union européenne ou (v) prononcée par une autorité compétente en France, pour :
 - a) des faits de Pratiques prohibées, telles que définies à l'article 6.1 ci-après, ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle sanction, condamnation, ou résolution hors procès, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d'Intégrité des informations complémentaires, tel un programme de conformité, pour justifier que nous (ou la personne agissant en notre nom, le membre de notre groupement, ou notre sous-traitant) considérons que la sanction, condamnation ou résolution n'est pas pertinente dans le cadre du Marché, le cas échéant) ;
 - b) des faits de participation à une organisation criminelle, d'infractions terroristes ou liées à des activités terroristes, de travail des enfants, ou autres infractions liées à la traite des êtres humains ;
 - c) avoir créé une entité dans une juridiction différente dans l'intention de se soustraire à des obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation légale applicable sur le territoire où se trouve son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement ou (ii) pour le fait d'être une entité créée dans l'intention de se soustraire à de telles obligations ;

¹ Dirigeants (incluant notamment toute personne membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle), employés ou agents (qu'ils soient déclarés ou non).

² Dont notamment les Convention Judiciaire d'Intérêt Public (CJIP), décision faisant suite à une Comparution sur Reconnaissance Préalable de Culpabilité (CRPC), accord de résolution négociée ou toute autre forme similaire de transaction mettant un terme aux poursuites.

- 2.3 Avoir fait l'objet d'une résiliation prononcée à ses torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché, sous réserve que cette résiliation n'ait pas fait l'objet d'une contestation de sa part qui soit en cours de traitement ou qui ait donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à ses torts exclusifs ;
 - 2.4 Faire l'objet d'une mesure d'inéligibilité prise par une des banques multilatérales de développement signataires de l'accord de reconnaissance mutuelle du 9 avril 2010³ (dans l'hypothèse d'une telle mesure d'inéligibilité, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette mesure d'inéligibilité n'est pas pertinente dans le cadre du Marché), le cas échéant ;
 - 2.5 N'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de ses impôts ou des cotisations sociales selon les dispositions légales de notre pays d'établissement, ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;
 - 2.6 Avoir produit de faux documents ou s'être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du Marché.
3. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom², ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ni nos actionnaires directs ou indirects, ni nos filiales, agissant avec notre connaissance ou consentement :
 1. n'est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d'une personne ou entité visée par des mesures de sanctions individuelles adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France ;
 2. n'est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d'une personne ou entité visée par des mesures de sanctions sectorielles adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France ;
 3. n'est inéligible pour la réalisation du projet en raison de toute autre mesure de sanctions internationales prononcée par les Nations Unies, l'Union européenne ou la France.
 4. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom², ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ne sommes [ni n'avons été (en cas de refinancement d'un marché déjà attribué)] dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
 - 4.1 Etre un actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
 - 4.2 Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
 - 4.3 Contrôler ou être contrôlé par un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre candidat, soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre candidat, soumissionnaire ou consultant nous permettant (i) d'avoir donné, et/ou de donner accès à des informations contenues dans nos candidatures, offres ou propositions respectives

³ Banque Mondiale, Banque Interaméricaine de Développement, Banque Africaine de Développement, Banque Asiatique de Développement et Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement.

de nature à fausser le jeu de la concurrence, (ii) de les influencer, ou (iii) d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

- 4.4 Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, est ou pourrait être incompatible avec la mission envisagée pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
- 4.5 Avoir préparé soi-même, être ou avoir été associé à une personne physique ou morale qui a préparé des spécifications, termes de références et autres documents qui ont été utilisés dans le cadre de la procédure de passation du présent Marché, et qui contiennent des dispositions de nature à favoriser une candidature, offre ou proposition ;
- 4.6 Avoir accès ou eu accès, avoir préparé soi-même, être ou avoir été associé à une personne physique ou morale qui a accès, eu accès, ou préparé des spécifications, plans, calculs, études et autres documents qui n'ont pas été communiqués à l'ensemble des candidats, soumissionnaires ou consultants dans le cadre de la présente passation de Marché, et qui confèrent ainsi un avantage compétitif indu ;
- 4.7 Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un Marché de travaux, équipements ou fournitures, être soi-même recruté, ou devoir l'être (ou que l'une des entreprises auxquelles nous sommes affiliées le soit, ou doive l'être), pour effectuer la supervision ou le contrôle des prestations dans le cadre du Marché.
5. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
 - 6.1 Ni nous, ni quiconque agissant en notre nom⁴, ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, n'avons commis ni ne commettrons de Pratique prohibée telle que définie dans le document intitulé "Politique générale du groupe AFD en matière de prévention et de lutte contre les Pratiques prohibées", disponible sur le site Internet de l'AFD⁴.
 - 6.2 Ni nous, ni quiconque agissant en notre nom⁴, ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, n'allons acquérir ou fournir [n'avons acquis ou fourni (en cas de refinancement d'un marché déjà attribué)] de matériel ni intervenir [ne sommes intervenus (en cas de refinancement d'un marché déjà attribué)] dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union européenne ou de la France.
7. Nous nous engageons à, et nous nous engageons à ce que quiconque agissant en notre nom⁴, tout membre de notre groupement, tout sous-traitant s'engage à :
 - 7.1 respecter les normes environnementales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions internationales pour la protection de l'environnement, et notamment à prendre toutes les mesures raisonnables pour éviter ou limiter les effets négatifs sur la végétation, la biodiversité, les sols, les nappes d'eau souterraine et superficielles, et sur les personnes et biens, résultant de la pollution, bruit, vibrations, trafic et autres effets résultant de nos activités, en cohérence avec les lois et réglementations applicables dans le pays de réalisation du Marché.
 - 7.2 mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage, et à ce que les émissions, les rejets en surface et les effluents produits par nos activités respectent les limites, les spécifications ou les prescriptions applicables au Marché.

⁴ A titre informatif, cette politique est accessible via le lien suivant : <https://www.afd.fr/fr/lutte-contre-la-corruption>

- 7.3 respecter les droits des travailleurs relatifs aux salaires, horaires de travail, repos et vacances, heures supplémentaires, âge minimum, paiements réguliers, compensations et bénéfices conformément aux normes reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'organisation internationale du Travail (OIT), en cohérence avec les lois et réglementations applicables au pays de réalisation du Marché ; indiquer ces éléments dans un document annexé aux contrats de travail de nos employés et à la disposition du Maître d'Ouvrage ; et respecter et faciliter les droits des travailleurs pour s'organiser et mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes pour les travailleurs directs ou indirects.
- 7.4 mettre en place des pratiques de non-discrimination et d'égalité d'opportunités, et à assurer l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé.
- 7.5 maintenir un dossier pour chaque membre du personnel local consignait les heures travaillées par chaque personne, le type de travail, les salaires payés et les formations suivies, et à ce que ces dossiers soient disponibles en tout temps afin qu'ils puissent être examinés par le Maître d'Ouvrage et les représentants autorisés du gouvernement, dans le respect des lois et réglementations applicables à la protection des données personnelles dans le pays de réalisation du Marché.
8. Nous-mêmes, quiconque agissant en notre nom², les membres de notre groupement, nos sous-traitants, nos actionnaires directs ou indirects, et nos filiales, autorisons l'AFD à mener des investigations, et notamment à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché, y compris, mais sans s'y limiter, nos processus et procédures internes liés au respect des sanctions internationales prononcées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, et de les faire vérifier par des auditeurs désignés par l'AFD.
9. Nous déclarons que nous avons payé, ou que nous paierons, des commissions, avantages, honoraires, gratifications ou frais en rapport avec la procédure de passation du Marché ou de l'exécution du Marché au profit de la/des tierce(s) personne(s) suivante(s) (comme par exemple un intermédiaire/agent)(*) :

Nom du bénéficiaire	Coordonnées	Motif	Montant (Préciser la devise)

(*) : Si aucune somme n'a été payée ou ne doit être payée, indiquer "Aucune".

10. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points qui précèdent, y compris en cas de toute mesure de sanction ou d'embargo adoptée par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France intervenu suite à notre signature de la présente Déclaration.

Nom : _____ En tant que : _____

Dûment habilité à signer pour et au nom de⁵ : _____

Signature : _____

En date du : _____

⁵ En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, du consultant ou du candidat joindra à celle-ci le pouvoir qui lui est confié par l'edit soumissionnaire, consultant ou candidat.

MODELE DE GRILLE DE DEPOUILLEMENT DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET (Notation : OUI/NON)

CRITERES D'EVALUATION	SOUSSIONNAIRE A	SOUSSIONNAIRE B	SOUSSIONNAIRE C	SOUSSIONNAIRE D
EXPERIENCE DU CABINET				
Expérience générale Au moins trois (03) missions de conduite de programmes de santé publique y compris le renforcement des capacités financés par des bailleurs internationaux en Afrique Subsaharienne au cours des 10 dernières années.				
Expérience spécifique en Afrique subsaharienne Au moins trois (03) missions de renforcement des capacités en lien avec des projets financées par des bailleurs internationaux au cours des dix (10) dernières années.				
Au moins une (01) missions de renforcement des capacités dans le secteur santé publique / CSU / dispositifs comparables en Afrique subsaharienne au cours des cinq (05) dernières années.				
QUALIFICATION ET EXPERIENCE DE L'EQUIPE CLE				
Un Chef de mission / Coordinateur national , Minimum Doctorat/Phd en santé Publique ou disciplines connexes 15 ans d'expérience avérée dans la coordination de programmes de santé publique, y compris en renforcement des capacités, idéalement en santé maternelle et néonatale au niveau national ou multi-régions Gestion de projets avec expérience multi-sites Compétences minimales : - Planification et suivi budgétaire ; - Coordination de plusieurs parties prenantes ; - Communication et reporting auprès des autorités sanitaires.				
Trois Formateurs experts en SONEU Médecin gynécologue, IDE, Sage-Femmes / Maïeuticien(ne) diplômés 10 ans d'expérience dans la formation de personnels de première ligne (CSI, CMA), maîtrise des protocoles SONUB/SONEU et de la réanimation néonatale Compétences :				

- Maîtrise des protocoles obstétricaux et néonataux essentiels - Pédagogie adaptée aux adultes et aux personnels de terrain - Encadrement des travaux pratiques - Détection et prise en charge des complications intra partum - Mise en œuvre des mesures de stabilisation avant référence				
Un Expert en supervision formative et suivi post-formation Min. Bac+5 Gestion des projets/Science sociales Expérience en supervision formative et évaluation de l'impact des formations en santé maternelle et néonatale Compétence : - Conception et mise en œuvre de suivi post-formation - Analyse de l'impact des compétences sur la qualité des soins - Rédaction de rapports clairs et exploitables				
CAPACITE FINANCIERE				
Attestation de surface financière d'au moins 150 millions de FCFA établie par un établissement financier de 1ere catégorie				
Chiffre d'affaires moyen sur les cinq dernières années (2020-2024) d'au moins 250 000 000 FCFA				
CAPACITE LOGISTIQUE				
Carte grise ou contrat de location long terme d'au moins un véhicule de type 4x4				

Le choix des Candidats à inclure dans la liste restreinte doit se conformer aux règles définies comme suit :

- En cas de Groupement, les références de tous les membres s'additionneront ;
- Les références déclarées doivent être étayées avec des éléments probants :
 - Première page du Contrat ou alors la page qui définit l'objet des prestations ;
 - La dernière page du contrat ou alors la page de signature du contrat
 - Le procès-verbal de réception de la prestation ou alors l'attestation de bonne fin d'exécution de la prestation ou tout document faisant foi.
- Pour le chiffre d'affaire moyen, les trois meilleures années seront prises en compte selon les comptes de résultats fournis.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

PROJECT FOR THE USE OF THE RESOURCES OF THE B HEALTH CHEQUE ACCOUNTS

NOTICE OF CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST N°...2...9...SEPT...2025 the 13-31-25 FOR THE SELECTION OF PRACTICES FOR THE TRAINING OF ESSENTIAL EMERGENCY OBSTETRIC AND NEONATAL CARE (SONEU) PROVIDERS IN THE ADAMAWA, FAR NORTH AND NORTH REGIONS, AS PART OF THE PROJECT FOR THE USE OF THE RESIDUES OF THE B ACCOUNTS OF THE HEALTH CHEQUE

1. CONTEXT

Launched in 2015 with the support of AFD and KfW, the **Health Cheque Project** aims to improve access to and quality of obstetric and neonatal care through a subsidy mechanism. After an initial implementation in the three northern regions, the scheme is now funded by the Government of Cameroon and technically supported by GIZ, as part of **Phase I of UHC**.

Despite the efforts made, maternal and child health indicators remain worrying (maternal mortality of 406/100,000 live births, neonatal of 28/1,000 – DHS 2018), highlighting the need to strengthen the practical skills of providers. The independent audit carried out in 2022 confirmed the availability of residual resources from previous funding, which are now mobilised for targeted priorities.

In this context, the **Ministry of Health and Social Services** has selected as a priority action the **training of health care providers in SONUB/SONUC (Basic and Comprehensive Emergency Neonatal Obstetric Care)** in the Adamawa, North and Far North regions. This activity will be coordinated by the CTN-CSU in collaboration with the DSF according to the following regional distribution prioritizing the FOSAs accredited by the AT GIZ.

Region	Number to be formed
Adamawa	114
Far North	166
North	120
TOTAL	400

This Call for Expressions of Interest is aimed at **NGOs operating on Cameroonian territory and/or Cameroonian law research office(s)** interested in carrying out this mission.

2. PURPOSE OF THE MISSION

The overall objective of this mission is to strengthen the capacity of at least **400 frontline health personnel** (IHCs, CMAs, districts, and where appropriate, at the regional level) in **Basic and Emergency Essential Obstetric and Neonatal Care (SONUB/SONEU)**, in order to improve the quality of care, early detection of complications and appropriate referral in the three targeted regions.

Specific objectives

Through **2 training sessions per region**, with the exception of the Far North region where three sessions will be required, participants should be able to:

- **Pregnancy follow-up** : ensure that the ANC/CPoN complies with the standards, identify the risks and refer if necessary.
- **Delivery and complications** : conduct a normal delivery, use the partograph, stabilize complications (hemorrhage, eclampsia, dystocia, etc.), perform MVA, decide on the appropriate reference.
- **Newborn care** : neonatal resuscitation, immediate and kangaroo care, follow-up of newborns at risk.
- **Post-abortion and postpartum care** : providing safe care, supporting women and detecting complications.
- **Planning and follow-up** : develop an operational plan, set up post-training follow-up (formative supervision, documentation of referred cases).

3. DURATION AND ORGANIZATION

The mission is planned for a period of **03 months**, including:

- Institutional and stakeholder framing phase;
- Preparatory phase;
- Training phase in 03 regions and;
- Post-training follow-up phase and final report.

4. SCREENING CRITERIA

The eligibility criteria for AFD funding are specified in Article 1.3 of the "Guidelines for the Procurement of Contracts Financed by AFD in Foreign States", available online on the AFD website: <http://www.afd.fr>.

Candidates may submit only one application in a consortium. If an Applicant (including a member of a Group) submits or participates in several applications, these will be eliminated. On the other hand, the same Subcontractor may participate in several applications.

If the Candidate is constituted as a consortium, the Expression of Interest must include:

- a copy of the Grouping agreement concluded by all of its members, or
- a letter of intent to form a Consortium, signed by all its members and accompanied by a copy of the proposed Consortium's agreement.

In the absence of this document, the other members will be considered as Data Processors.

The references and qualifications of the Subcontractors are not taken into account in the evaluation of applications.

Interested Candidates must provide information demonstrating that they are qualified and experienced to perform these Services. As such, they will justify that they have references of recent and similar services.

The similarity of the references will be analysed in terms of:

- The size of the markets;
- The nature of the Services (Capacity building);
- The field and technical expertise (Capacity building in health care);

- The geographical context (Cameroon and sub-Saharan Africa).

Expressions of interest will be analysed on the basis of the following criteria:

General experience: at least **three (03) missions** to lead public health programs including capacity building funded by international donors in Sub-Saharan Africa over the past 10 years.

Specific experience:

- At least **three (03) capacity building missions related to projects funded by international donors** in the last ten (10) years.
- At least **one (01) capacity building missions in the public health/UHC/comparable schemes sector** in Sub-Saharan Africa in the last five (05) years.

The presentation of these experiences is mutually inclusive.

Financial capacity:

- Provide proof of an available financial surface of at least 150,000,000 (one hundred and fifty million) CFA francs;
- Justify an average turnover over the last five years (2020-2024) of at least 250,000,000 (two hundred and fifty million) FCFA.

Logistical capacity: Establishment in Cameroon or demonstrated logistical capacity to intervene in the northern regions as part of post-training follow-up (areas with difficult access).

The team proposed by the consultant must include at least:

PROFILE	DIPLOMA	EXPERIENCE REQUIRED	MINIMUM SKILLS
A Head of Mission / National Coordinator	Minimum Ph.D./Ph.D. in Public Health or related disciplines	15 years of proven experience in coordinating public health programs, including capacity building, ideally in maternal and newborn health at the national or multi-regional level	Project management with multi-site experience - Budget planning and monitoring - Coordination of multiple stakeholders - Communication and reporting to health authorities
Three expert trainers in SONEU	Gynaecologist, IDE, Midwives / Midwives	10 years of experience in the training of front-line staff (CSI, CMA), mastery of SONUB/SONEU protocols and neonatal resuscitation	- Mastery of essential obstetric and neonatal protocols - Pedagogy adapted to adults and field staff - Supervision of practical work - Detection and management of intrapartum complications - Implementation of pre-baseline stabilization measures
An expert in formative supervision and post-training follow-up	Min. Bac+5 Project Management/Social Sciences	Experience in formative supervision and impact evaluation of maternal and newborn health trainings	- Design and implementation of post-training follow-up - Analysis of the impact of skills on the quality of care - Writing clear and actionable reports

NB: Only candidates who meet all the requirements will be pre-selected and will receive the Consultation File.

5. PROVISIONS RELATING TO GROUPS AND SUBCONTRACTORS

The application must include:

- The signed group agreement, or a letter of intent to set up a group;
- The appointment of the representative, authorised to represent the consortium.

An entity may be a member of only one grouping.

The references and qualifications of **subcontractors** are not taken into account in the evaluation of applications.

Candidates may submit **only one application** in their own name or in a consortium. Any multiple entries will result in the elimination of the relevant entries.

6. APPLICATION FILE

Candidates must provide an application package including:

- A **signed and dated** letter of expression of interest;
- A signed **declaration of integrity** (template available in the appendix to this IMAA)
- A certificate of tax compliance
- The signed group agreement, or a letter of intent to set up a group;
- The appointment of the representative, authorised to represent the consortium.
- The elements justifying the candidate's qualification (general and specific experience, constitution of the key team, financial and logistical capacities etc...)

7. SUBMISSION OF APPLICATIONS

Expressions of Interest written in French or English must be submitted in three (03) copies, including one (01) original and two (02) copies marked as such in a sealed envelope to the secretariat of the Head of the Studies and Projects Division at the Ministry of Health no later than 28/10/25 at 3 p.m. The application file will also include a digital version of the offer on a USB key. The sealed envelope must bear the mention:

NOTICE OF CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST N° 127-349 of the 29/10/25 FOR THE SELECTION OF PRACTICES FOR THE TRAINING OF PROVIDERS IN ESSENTIAL EMERGENCY OBSTETRIC AND NEONATAL CARE (SONEU) IN THE ADAMAWA, FAR NORTH AND NORTH REGIONS, AS PART OF THE PROJECT FOR THE USE OF THE REMAINING ACCOUNTS OF THE B ACCOUNTS OF THE HEALTH CHEQUE OF THE NORTHERN REGIONS

<<To be opened only during the counting session>>

Interested Candidates may obtain additional information at the address mentioned below, from 09:00 to 17:00 on working days

Telephone: +237653231545 Email:

8. PUBLICATION OF RESULTS

MINSANTE will draw up a shortlist of a maximum of six (6) Candidates, pre-selected on the basis of the applications received, to whom it will send the Request for Proposals for the performance of the required Services.

Yaoundé, the 29 SEPT. 2025

Copy

-MINSANTE (For information)

Ampliations:

-SOPECAM (For publication)

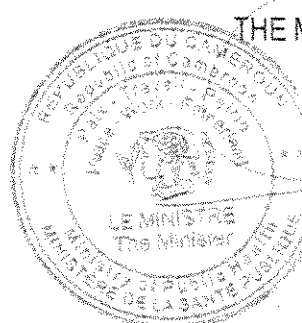
-ARMP (For publication)

-DG Market (For publication)

-STOPWATCH

-DISPLAY

THE MINISTER OF PUBLIC HEALTH



Dr. Mamouda Malackie

Annex to the Expression of Interest (To be provided signed with the nomination, without modification of the text)

Statement of integrity, eligibility, and environmental and social responsibility

Title of the offer or proposal (the "**Market**")

Has: (the "**Project owner**")

1. We acknowledge and accept that the French Development Agency (**AFD**) only finances the Client's projects on its own terms which are determined by the Financing Agreement that directly or indirectly binds it to the Client. The Contracting Authority retains exclusive responsibility for the preparation and implementation of the Procurement process and its execution. As a result, there can be no legal relationship between AFD and our company, our group, and our subcontractors. Depending on whether it is a contract for works, supplies, equipment, intellectual services (consultants) or other services, the Contracting Authority may also be referred to as the Client, Contractor or Buyer.
2. We certify that neither we, nor anyone acting on our behalf¹, nor any of our group members, nor any of our subcontractors, are in any of the following situations:
 - 2.1 Be in a state or have been the subject of bankruptcy, liquidation, judicial settlement, safeguard, cessation of activity, or be in any analogous situation resulting from proceedings of the same nature;
 - 2.2 Have been the subject of a final administrative sanction, a final conviction by a competent authority, or any other out-of-court resolution within the last five years² in particular having an extinguishing effect of the public action, either (i) in the country in which we are established, (ii) in the country where the Contract is performed, (iii) in the context of the award or performance of a contract financed by the AFD, (iv) pronounced by an institution of the European Union or (v) pronounced by a competent authority in France, for:
 - a) Prohibited Practices, as defined in Article 6.1 below, or for any offence committed in the context of the award or performance of a contract (in the event of such a sanction, conviction, or resolution out of court, we have the possibility of attaching additional information, such as a compliance program, to this Integrity Statement, to justify that we (or the person acting on our behalf, the member of our group, or our subcontractor) consider that the sanction, conviction or resolution is not relevant to the Contract, if applicable);
 - b) participation in a criminal organization, terrorist or terrorism-related offences, child labour, or other offences related to trafficking in human beings;
 - c) have created an entity in a different jurisdiction with the intention of evading tax, social security or any other legal obligation applicable in the territory in which its registered office, central government or principal place of business is located or (ii) by virtue of being an entity created with the intention of avoiding such obligations;
 - 2.3 Have been the subject of a termination pronounced at its exclusive fault in the last five years due to a serious or persistent breach of its contractual obligations during the performance of a contract,

¹ Officers (including, but not limited to, any person who is a member of the administrative, management or supervisory body or who has powers of representation, decision or control), employees or agents (whether declared or not).

² Including in particular the Judicial Agreement of Public Interest (CJIP), a decision following an Appearance on Prior Recognition of Guilt (CRPC), a negotiated resolution agreement or any other similar form of settlement putting an end to the prosecution.

- provided that this termination has not been the subject of a dispute on its part that is currently being processed or that has given rise to a court decision reversing the termination at its exclusive fault;
- 2.4 Be subject to a measure of ineligibility taken by one of the multilateral development banks signatories of the mutual recognition agreement of 9 April 2010³ (in the event of such a measure of ineligibility, we may attach to this Declaration of Integrity the additional information that would allow it to be considered that this measure of ineligibility is not relevant in the context of the Contract), if applicable;
 - 2.5 Have not fulfilled our obligations relating to the payment of taxes or social security contributions in accordance with the legal provisions of our country of establishment, or those of the country of the Project Owner;
 - 2.6 Have produced false documents or been guilty of false declaration(s) by providing the information required by the Employer in the context of this procurement and award process.
3. We certify that neither we, nor anyone acting on our behalf², nor any of the members of our group, nor any of our subcontractors, nor our direct or indirect shareholders, nor our subsidiaries, acting with our knowledge or consent:
 1. is directly or indirectly targeted, controlled by, or acts in the name of or on behalf of a person or entity subject to individual sanctions measures adopted by the United Nations, the European Union and/or France;
 2. is directly or indirectly targeted, controlled by, or acts in the name of or on behalf of a person or entity subject to sectoral sanctions measures adopted by the United Nations, the European Union and/or France;
 3. is ineligible to carry out the project due to any other international sanctions measure pronounced by the United Nations, the European Union or France.
 4. We certify that neither we, nor anyone acting on our behalf², nor any of the members of our consortium, nor any of our subcontractors, are [nor have been (in the event of the refinancing of a contract already awarded)] in any of the following situations of conflict of interest:
 - 4.1 Be a shareholder controlling the Project Owner or a subsidiary controlled by the Project Owner, unless the resulting conflict has been brought to the attention of AFD and resolved to its satisfaction;
 - 4.2 Have business or family relations with a member of the Client's services involved in the Procurement process or the supervision of the Contract resulting therefrom, unless the resulting conflict has been brought to the attention of AFD and resolved to its satisfaction;
 - 4.3 Control or be controlled by another candidate, tenderer or consultant, be under the control of the same company as another candidate, tenderer or consultant, receive from another candidate, tenderer or consultant or award grants directly or indirectly to another candidate, tenderer or consultant, have the same legal representative as another candidate, tenderer or consultant, directly or indirectly maintain contacts with another candidate, tenderer or consultant allowing us (i) to have given, and/or to give access to information contained in our respective applications, tenders or proposals likely to distort competition, (ii) to influence them, or (iii) to influence the decisions of the Client;
 - 4.4 Be engaged for an intellectual services mission which, by its nature, is or could be incompatible with the mission envisaged on behalf of the Project Owner;
 - 4.5 Have prepared, been or have been associated with a natural or legal person who has prepared specifications, terms of reference and other documents that have been used in the context of the

³ World Bank, Inter-American Development Bank, African Development Bank, Asian Development Bank and European Bank for Reconstruction and Development.

- procedure for the award of this Contract, and which contain provisions likely to encourage an application, offer or proposal;
- 4.6 Have access or had access to, have prepared oneself, be or have been associated with a natural or legal person who has access, had access to, or prepared specifications, plans, calculations, studies and other documents that have not been communicated to all candidates, tenderers or consultants in the context of this Procurement, and which thus confer an undue competitive advantage;
 - 4.7 In the case of a procedure for the award of a Contract for works, equipment or supplies, be recruited yourself, or must be recruited (or that one of the companies with which we are affiliated is, or must be), to supervise or control the services in the context of the Contract.
 5. If we are a public institution or a public company, in order to participate in a competitive tendering procedure, we certify that we have legal and financial autonomy and that we are managed according to the rules of commercial law.
 6. In the context of the award and performance of the Contract:
 - 6.1 Neither we, nor anyone acting on our behalf², nor any of the members of our group, nor any of our subcontractors, have committed or will commit any Prohibited Practice as defined in the document entitled "AFD Group's General Policy on the Prevention and Fight against Prohibited Practices", available on AFD's website⁴.
 - 6.2 Neither we, nor anyone acting on our behalf², nor any of our consortium members, nor any of our subcontractors, will acquire or supply [have acquired or supplied (in the case of refinancing of a contract already awarded)] equipment or intervene [have intervened (in the case of refinancing of a contract already awarded)] in areas under UN embargo, of the European Union or France.
 7. We undertake to, and we undertake to, anyone acting on our behalf², any member of our group, any subcontractor undertake to:
 - 7.1 comply with the environmental standards recognised by the international community, including the international conventions for the protection of the environment, and in particular to take all reasonable measures to avoid or limit the adverse effects on vegetation, biodiversity, soil, groundwater and surface water tables, and on persons and property, resulting from pollution, noise, vibration, traffic and other effects resulting from our activities, consistent with the laws and regulations applicable in the country where the Contract is carried out.
 - 7.2 implement environmental and social risk mitigation measures when indicated in the environmental and social management plan provided by the Employer, and that the emissions, surface discharges and effluents produced by our activities comply with the limits, specifications or requirements applicable to the Market.
 - 7.3 respect workers' rights relating to wages, working hours, rest and holidays, overtime, minimum age, regular payments, compensation and benefits in accordance with internationally recognised standards, including the fundamental conventions of the International Labour Organisation (ILO), in line with the laws and regulations applicable to the country where the Market is realised; indicate these elements in a document annexed to the employment contracts of our employees and at the disposal of the Client; and respect and facilitate workers' rights to organize and set up a complaint handling mechanism for direct or indirect workers.
 - 7.4 Establish non-discrimination and equal opportunity practices, and ensure the prohibition of child labour and forced labour.

⁴ For your information, this policy is accessible via the following link: <https://www.afd.fr/fr/lutte-contre-la-corruption>

- 7.5 maintain a record for each local staff member of the hours worked by each person, the type of work, the wages paid and the training received, and that these records are available at all times so that they can be examined by the Employer and authorized government officials, in compliance with the laws and regulations applicable to the protection of personal data in the country where the Contract is performed.
8. We, whoever acting on our behalf², the members of our group, our subcontractors, our direct or indirect shareholders, and our subsidiaries, authorize AFD to conduct investigations, and in particular to examine the accounting documents and records relating to the award and performance of the Contract, including, but not limited to, our internal processes and procedures related to compliance with international sanctions imposed by the United Nations, the European Union and/or France, and to have them verified by auditors appointed by the AFD.
9. We represent that we have paid, or will pay, commissions, benefits, fees, gratuities or costs in connection with the procurement process or the performance of the Contract for the benefit of the following third party(ies) (such as an intermediary/agent)(^{*}):

Name of the beneficiary	Coordinates	Motive	Amount(Specify currency)

(^{*}): If no amount has been paid or is not to be paid, indicate "None".

10. We undertake to communicate without delay to the Client, who will inform AFD, any change in situation with regard to the foregoing points, including in the event of any sanction or embargo measure adopted by the United Nations, the European Union and/or France following our signature of this Declaration.

Name: _____ As : _____

Duly authorized to sign for and on behalf of⁵ : _____

Signature: _____

As of: _____

⁵ In the case of a grouping, enter the name of the grouping. The person signing the tender, proposal or application on behalf of the tenderer, consultant or candidate shall attach to it the authority entrusted to him or her by the said tenderer, consultant or candidate.

MODEL OF THE CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST (Rating: YES/NO)

EVALUATION CRITERIA	BIDDER A	BIDDER B	BIDDER C	BIDDER D
FIRM EXPERIENCE				
General experience				
At least three (03) missions to conduct public health programs, including capacity building , funded by international donors in Sub-Saharan Africa over the past 10 years.				
Specific experience in sub-Saharan Africa				
At least three (03) capacity building missions related to projects funded by international donors in the last ten (10) years.				
At least one (01) capacity building missions in the public health/UHC/comparable schemes sector in Sub-Saharan Africa in the last five (05) years.				
KEY TEAM QUALIFICATION AND EXPERIENCE				
A Head of Mission / National Coordinator , Minimum PhD/PhD in Public Health or related disciplines 15 years of proven experience in coordinating public health programs, including capacity building; ideally in maternal and newborn health at national or multi-regional level Project management with multi-site experience Minimum skills: - Budget planning and monitoring; - Coordination of several stakeholders; - Communication and reporting to health authorities.				
Three expert trainers in SONEU Gynaecologist, IDE, Midwives / Midwives 10 years of experience in the training of front-line staff (CSI, CMA), mastery of SONUB/SONEU protocols and neonatal resuscitation Skills: - Mastery of essential obstetric and neonatal protocols - Pedagogy adapted to adults and field staff - Supervision of practical work				

- Detection and management of intrapartum complications - Implementation of pre-baseline stabilization measures				
An expert in formative supervision and post-training follow-up Min. Bac+5 Project Management/Social Sciences Experience in formative supervision and impact evaluation of maternal and newborn health trainings Competence: - Design and implementation of post-training follow-up - Analysis of the impact of skills on the quality of care - Writing clear and actionable reports				
FINANCIAL CAPACITY				
Certificate of financial strength of at least 150 million CFA francs issued by a 1st category financial institution				
Average turnover over the last five years (2020-2024) of at least 250,000,000 FCFA				
LOGISTICS CAPACITY				
Vehicle registration or long-term lease contract for at least one 4x4 vehicle				

The selection of Candidates for inclusion in the shortlist must comply with the rules set out as follows:

- In the case of a Grouping, the references of all members will be added;
- Reported references should be supported by evidence:
 - The first page of the Contract or the page that defines the purpose of the services;
 - The last page of the contract or the signature page of the contract
 - The report of receipt of the service or the certificate of good completion of the service or any document that is authentic.
- For the average turnover, the best three years will be taken into account according to the income statements provided.